



Destruction de sonnette-caméras de surveillance Amazon et Google

Récemment, durant une promenade nocturne, nous avons retiré des sonnette-caméras de surveillance Google Nest et Amazon Ring de quelques rues résidentielles.

Ces produits, que l'on peut facilement localiser la nuit grâce à leurs petits ronds lumineux bleu ou vert, apparaissent de plus en plus à Montréal et ailleurs. La ca-

méra peut stocker des enregistrements vidéos sur le Cloud jusqu'à 60 jours.

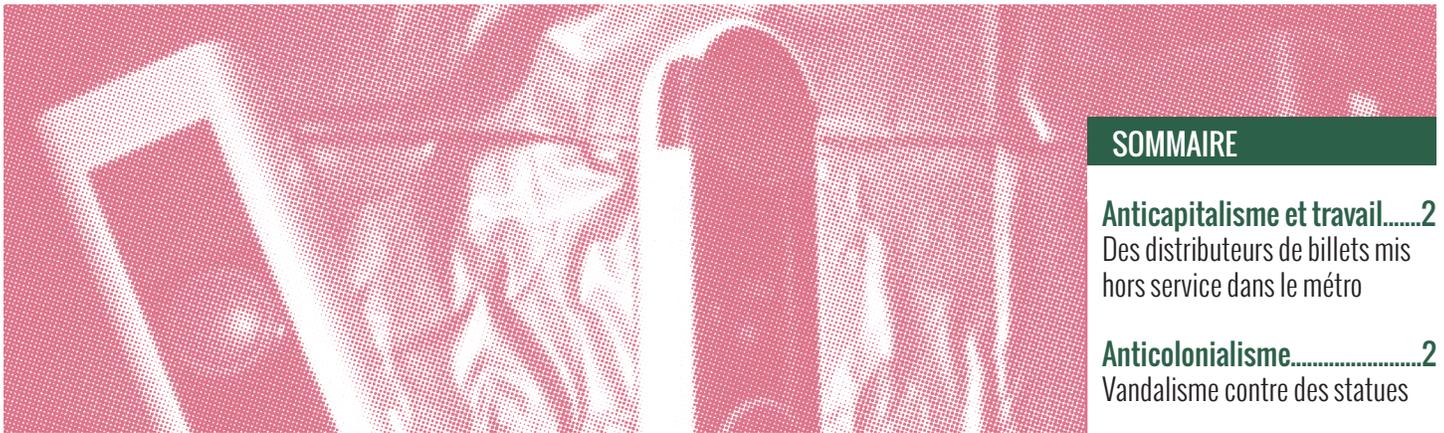
Il a été bien documenté qu'Amazon fait usage de Ring pour construire un réseau de surveillance privé qui collabore entièrement avec les services de police, sous prétexte de combattre les vols de colis.

Un aspect positif de ces sonnette-caméras est que ça

rend facile pour nous de lutter contre ces géants du techno-capitalisme directement dans nos quartiers. On peut les enlever facilement avec une petite barre à clou. Il est suggéré d'être avec un.e ami.e et/ou de prendre la précaution de porter des gants isolés pour l'électricité. Il y a un risque de choc à cause des fils chargés. Faites attention, tant

qu'elle reste dans la portée du réseau wifi de la maison, la caméra fonctionne à batterie et peut continuer à enregistrer et à transmettre même si elle n'est plus connectée au mur. L'utilisateur peut même recevoir une notification sur son téléphone.

Fuck Amazon, Google et leur dystopie technologique envahissante.



FRONTIÈRES

11 juin : La voiture du vice-président de Lemay brûlée

Sur la journée de solidarité avec les prisonnier-e-s anarchistes de longues peines, le BMW appartenant à André Cardinal, stationné devant

chez lui à NDG, a été mis en feu. André Cardinal est vice-président de Lemay, la compagnie d'architecture responsable du design de la pri-

son pour migrant-e-s à Laval. Que le feu brille en hommage à tout ce que le monde de prisons et de frontières nous a volé.

SOMMAIRE

Anticapitalisme et travail.....2
Des distributeurs de billets mis hors service dans le métro

Anticolonialisme.....2
Vandalisme contre des statues

Antifascisme.....3
Des nazis attaqué.e.s

Frontières.....4
Attaques contre la prison pour migrant.es

Exploitation de la terre.....5
La grève du climat / Déploiement de bannière / Extinguishing Rebellion

Police et prisons.....11
Visites à domicile de la GRC

Avis de non-responsabilité : Montréal Contre-information publie du contenu original, des soumissions anonymes et du matériel en provenance d'autres sites web à des fins éducatives seulement. Nous ne condamnons ni d'encourageons les comportements et les gestes illégaux, violents, et illicites, ou des actes d'intimidation contre des individus et des groupes.



Des distributeurs de billets mis hors service dans le métro de Montréal

Depuis quelques jours, l'appel de grève internationale contre les tarifs de transport a encouragé quelques actions de sabotage. Les distributeurs de billets de quelques stations de métro ont été mis hors service en bloquant leurs lecteurs de carte débit/crédit et les fentes à monnaie.

La STM continue d'augmenter les tarifs de transport et de déployer des « inspecteurs » wannabe-flic pour harceler et tabasser des gens pour \$3.50. Présentement, la STM cherche même à donner

à ses inspecteurs plus de pouvoirs pour arrêter et détenir les gens et avoir accès aux fichiers de la police. Tout effort pour maintenir et étendre le contrôle du mouvement des gens se doit d'être opposé. Heureusement, on ne manque pas d'inspiration d'ailleurs dans le monde, et surtout de la révolte au Chili.

Ces actions étaient des expérimentations pour trouver des manières simples, efficaces et relativement discrètes de saboter la collection de tarifs. Pour l'instant, la méthode la plus efficace semble

être de mettre de la colle sur les deux côtés de cartes cadeaux non activés et de les insérer complètement dans les lecteurs de carte débit/crédit, et ensuite de mettre de la colle dans la fente à monnaie après l'avoir fait ouvrir comme si on voulait payer un tarif en argent comptant. Nous espérons que cette technique pourra être reproduite largement en parallèle avec d'autres moyens pour mettre hors service les divers dispositifs de la STM.

Live free, ride free.

Des zombies anticoloniaux attaquent le monument de John A. Macdonald

Aux vivants - Nous sommes les mort-e-s que vous avez oublié. Nos squelettes, enterrés entre 1799 et 1855, sont ici par milliers.

Vous nous avez recouverts d'asphalte et de béton. Vous avez érigé des parcs à la gloire du colonialisme au-dessous de nos corps. Vous avez profané notre mémoire avec le monument d'un des architectes du génocide autochtone, John A. Macdonald.

Vous avez échoué. Vous continuez d'allouer la présence de la statue de Macdonald dans un endroit public important de Montréal, par-dessus nos corps, comme un symbole de la suprématie

blanche.

Les quelques tentatives des vivants anticoloniaux d'attaquer le monument raciste pour le faire retirer ont échoués à ce jour. Alors nous, les morts, avons dû prendre acte et asperger le monument de peinture orange.

La couleur orange représente notre journée sacrée de la Samhain (Halloween), mais c'est aussi une façon appropriée de profaner John A Macdonald qui était membre de l'ordre raciste et anti-catholique "Orange Order". Après tout, les squelettes sous la place du Canada et le square Dorchester sont à grande majorité irlandaise catholique. Beaucoup

d'entre nous ont été victimes des épidémies du choléra du 19e siècle.

Nous nous soulèverons encore et encore, pour attaquer cette statue, tant qu'elle ne sera pas retirée ou que la peinture sera laissée comme signe visible de contestation de l'héritage de Macdonald.

Nous sommes morts-vivants et vos lois ne s'appliquent pas à nous. Nous avons une longue mémoire et beaucoup de motivation. Nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas. Joyeux Halloween anticolonial !

– *Signé des zombies anticoloniaux du vieux cimetière Saint-Antoine (sous le square Dorchester et la Place du Canada)*

Le néonazi Pascal Giroux mange une volée

Le vendredi 28 novembre, le festival de black metal La Messe des Morts avait lieu au théâtre Paradoxe. Trois néonazis avaient été signalés sur place ou avaient annoncé leur intention d'être là sur les réseaux sociaux. L'un d'eux, Pascal Giroux a mangé toute une volée en quittant le théâtre.

Pascal Giroux est un militant néona-

zi assumé depuis la grande époque des boneheads à Montréal. Dernièrement il avait rejoint le groupe islamophobe les Soldiers of Odin et il participait à tous leurs mauvais coups, jusqu'à leur dissolution en 2018. Sur les photos on peut le voir avec un chandail Section Saint-Laurent, un hoodie SOO, poser devant un drapeau du Soleil Noir et protéger

la maison du néonazi Phillippe Gendron en 2018, lors d'une manifestation antiraciste.

Les communautés antifascistes et black métal sont vigilantes et il n'y aura plus de safe space pour les nazis. Fred, Maxime, William, Joey, vous êtes prévenus.

Montréal est antifasciste.

Good Night Atalante

Dans la nuit de lundi 12 août, trois membres d'Atalante Québec ont été attaqués.e.s.

Atalante est un groupuscule fasciste dont les membres ont pris part à de nombreuses agressions dans les dernières années (à commencer par l'attaque au couteau de la Coop L'Agité à Québec). Ce groupe s'inspire de CasaPound en Italie et de Bastion social en France afin de tenter de faire revivre l'idéologie fasciste. Ses membres sont antisémites, homophobes, transphobes et colonialistes. Ils ne passeront pas.

Roxanne Baron et Jonathan Payeur ont eu leur jeep détruite (fenêtres brisées

et du jus de moutarde déversé à l'intérieur).

Jean Mecteau a eu son domicile et son tattoo shop vandalisé (graffiti NAZI SCUM et 161 (Action Antifasciste) et de la peinture noire sur sa porte et ses fenêtres).

Pourquoi eux ? N'importe lequel des membres ou des sympathisants d'Atalante auraient pu être visés. Cette fois-ci, c'est tombé sur ces trois ordures là.

Roxanne Baron et Jonathan Payeur sont des membres des Québec Stomper, le gang de rue associé à Atalante. Jo est également un ancien skinhead antiraciste qui est passé du mauvais côté. Aujourd-

hui il se considère comme le sergent d'arme d'Atalante, c'est lui qui a accompagné Baptiste Gilistro et Louis Fernandez, deux jeunes recrues, lors de l'attaque du bar le Lvlop en décembre 2018.

Jean Mecteau est bassiste dans le band Légitime Violence, le groupe phare des fascistes de la province. Il est aussi propriétaire du salon de tatouage Jhan Art et il est fréquent qu'il réalise des tatouages aux références nazis ou fascistes pour ses amis.e.s.

Cette action est en solidarité avec toutes les victimes de l'extrême droite, à Québec, Hamilton, Montréal, Lyon et partout ailleurs.



Attaque contre les véhicules stationnés chez le président de DPL

Tôt, un matin enneigé de novembre, on a visité le bureau de DPL, la compagnie sous-contractée pour la mise en place des coffrages de la nouvelle prison pour migrant.es à Laval. On a de la chance: le siège social de la compagnie (située au 370 rang Rivière Bayonne Nord à Berthierville) est aussi la maison de Pierre-Luc Désy, président de DPL, de sa femme Christiane Désy qui est administratrice de DPL et de leurs enfants.

Nous avons crevé les pneus d'un véhicule de la famille ainsi que de deux remorques de DPL stationnées dans la cour. Nous avons aussi peint des messages contre la prison sur les véhicules, notamment "Nique les prisons" et "Fuck

prisons".

Comment avons-nous su que la compagnie DPL est impliquée dans ce projet de merde si elle est seulement sous-contractante et que ce contrat n'est pas publique? Aux éventuels sous-entrepreneurs, posez-vous la question.

Si vous croyez pouvoir cacher votre implication dans le projet, vous vous trompez gravement. Il serait sage de reconsidérer si votre implication en vaut la peine.

Vous devez comprendre que votre rôle dans ce projet ne restera pas un secret. Une fois votre implication révélée, vous serez aussi vulnérables que Loiselle, Lemay et Tisseur qui ont été victimes de

plusieurs attaques durant la dernière année.

Pierre-Luc et Christiane, pendant que vos enfants jouent au hockey dans votre cour et vivent en sécurité avec le confort des parents qui les aiment, vous aidez à bâtir les fondations d'une prison qui va séparer d'autres familles, une prison dans laquelle les enfants seront traumatisés et vont possiblement mourir. Cela vous rend fiers? Pensez-vous que vos enfants seront fiers quand ils comprendront vos choix? N'auront-ils pas honte d'avoir porté les t-shirts avec le logo de votre compagnie?

Jusqu'à la fin de cette prison, de toutes les prisons et du monde qui en a besoin.

Attaque incendiaire contre un constructeur de prison pour migrant.es

En acceptant le contrat d'entrepreneur général pour le nouveau centre de détention pour migrant.es de Laval, Tisseur Inc. ont commis une grave

erreur. Le soir du 26 octobre nous avons décidé d'offrir notre contribution à la lutte contre le système frontalier et carcéral sous toutes ses formes. Nous avons

mis le feu à une camionnette sur les berges du canal Lachine où se trouve un autre projet de Tisseur. Nous n'avons pas fini.

— *des anarchistes*

Visite nocturne aux installations de Lemay dans le Parc Frédéric-Back

Dans le cadre d'une série d'actions ciblant les profiteurs de la prison pour migrant.es, près d'une douzaine de puits de captation de biogaz conçus par Lemay et installés dans le Parc Frédéric-Back ont été taggués avec

les mots « fuck lemay ». Les identifiants uniques de plusieurs de ces puits ont aussi été recouverts de peinture noire. Des bancs et une grande carte du parc, aussi conçus par Lemay, ont été taggués avec des slogans et des symboles anti-Lemay,

anti-flic, antiautoritaires et antifascistes. Ces modifications bien méritées contribueront sans doute à « l'aménagement écologique unique » du parc et augmenteront « l'air surréaliste » du paysage.

Une belle manière de passer la soirée

Il y a quelques nuits, nous sommes tombées sur un véhicule de la compagnie Englobe. Englobe est une compagnie d'ingénierie de l'environnement qui a reçu le contrat pour effectuer l'évaluation du site de la future prison pour migrants de Laval. Nous avons

détruit son pare-brise, lacéré chacun de ses pneus et taggué sur son flanc "No Migrant Prison". C'était une manière spontanée et plutôt facile d'exprimer notre colère contre ceux et celles qui sont impliqués dans la construction de cette prison. Nous espérons que ça aura

empêché au moins un-e travailleur-euse à se rendre au travail le lendemain.

C'était peut-être un petit geste, mais il était facile à faire. Les voitures de ces compagnies sont partout. Fuck toutes les prisons et tous-tes ceux et celles impliqués dans leur construction.

Extinguishing Rebellion

Exinction Rebellion [XR], une mouvance internationale écologiste se disant non-violente et aussi extrême que la situation, a fait son apparition sur la scène montréalaise il y a environ un an. Le 8 octobre 2019, une poignée de leurs activistes ont réussi un coup d'éclat, forçant la fermeture du Pont Jacques-Cartier pendant plus d'une heure en pleine heure de pointe matinale. Leurs actions démontrent une volonté de se mettre physiquement en jeu devenue nécessité incontournable dans la lutte écologique. En ce sens, leur courage et leur détermination ne peuvent qu'être rassurants. Cependant, des critiques fusent d'un peu partout à l'endroit de leur idéologie et leurs pratiques, soulevant des enjeux importants à aborder.

À Paris, où des militant.es de XR ont, entre autres, effacé des tags anti-police pendant l'occupation d'un centre commercial, une lettre ouverte note une banalisation des violences policières, une non-violence dogmatique qui révèle une violence insidieuse, et l'exclusion des classes populaires du cadre d'action. On leur reproche aussi un manque de lecture stratégique de la situation et des rapports de force.

Une critique de la branche anglaise de XR fait état de leur incompréhension profonde du fonctionnement et des impacts de la répression judiciaire des militant.es.

À peu près tout le monde se moque de leur envie de se faire arrêter par la police, mais il ne s'agit pas d'une blague : c'est le fruit d'une interprétation bizarre et dangereuse de l'histoire des mouvements sociaux, et ça favorise la construction d'un mouvement blanc et de classe moyenne peu importent les efforts pour donner à l'organisation une apparence intersectionnelle.

D'autres ont abordé les justifications que XR font de la non-violence. Regardons ceci de plus près. Le groupe cite une

étude académique de Erica Chenoweth intitulée « Why Civil Resistance Works », pour affirmer que les mouvements non-violents ont réussi deux fois plus souvent que les mouvements ayant eu recours à la violence, entre 1900 et 2006, dans le cadre de conflits entre des forces étatiques et non-étatiques. On aimerait bien que, dans un monde si complexe, des statistiques aussi claires puissent nous guider dans le choix de nos moyens d'action. Il y a juste quelques petits problèmes.

Numéro un : l'étude définit « un mouvement violent » là où plus de 1 000 combattants armés sont morts sur le champ de bataille. Ainsi sont exclus les émeutes urbaines, de même que des groupes armés allant de la Fraction Armée rouge aux Zapatistes. Et effectivement, les luttes qui entraînent plus de 1 000 morts ont tendance à témoigner de la militarisation profonde d'un conflit insoluble, ce qui rend extrêmement difficile pour le camp non-étatique d'atteindre les objectifs qui l'ont poussé à se mobiliser au début. La force d'une insurrection est sociale, non pas militaire.

Deuxièmement, pour les fins de l'étude les « mouvements non-violents » incluent ceux qui sont principalement, mais pas entièrement non-violents. Notons que personne ne propose un mouvement pour le climat qui serait principalement violent, il s'agit plutôt de faire place à une diversité de tactiques, où plusieurs types de moyens d'action sont valorisés et se renforcent idéalement les uns les autres.

C'est-à-dire un mouvement qu'un statisticien pourrait en effet classer comme principalement non-violent, mais où il y a bien des gens en black bloc sur la ligne de front affrontant la police, et des bandes nocturnes sabotant les infrastructures sans se faire prendre, ce qui leur permet d'attaquer à plusieurs reprises. Nulle part dans l'étude la non-violence ne se traduit-elle par l'obligation de se rendre à la police lorsqu'on enfreint la loi.

On pourrait aussi se questionner sur :

- la tendance du pouvoir à nommer comme « violente » toute contestation qui perturbe réellement le cours normal des choses, sans égard aux gestes concrètement posés;

- le fait que c'est souvent la violence des forces policières qui suscite une réponse « violente » d'un mouvement social, autrement dit la violence est souvent imposée à un mouvement lorsqu'il pose une vraie menace aux pouvoirs en place;

- la définition de la victoire vis-à-vis nos objectifs pluriels à moyen et à long terme, ainsi que la capacité du pouvoir à offrir des concessions au prix de la pacification et la récupération : lorsqu'il s'agit du futur de la vie sur terre, le compromis est-il possible?

En tout cas, se baser sur « Why Civil Resistance Works » pour justifier qu'on doit s'asseoir dans la rue en faisant des signes de paix aux flics est une insulte à l'intelligence des militant.es. Que les leaders de XR n'essaient pas de nous faire croire qu'ils.elles sont guidé.es par la science sociale quant ils.elles ne font qu'acter une moralité arrimée à l'état policier ou un désir de servir d'interlocuteur légitime du pouvoir. XR demande aux gouvernements de « dire la vérité », mais lorsqu'il est question de stratégies de contestation, ils ne s'intéressent pas à une réflexion honnête sur les choix qui se présentent à nous.

Pourtant, il suffit de regarder à peu près n'importe où ailleurs où les rebelles ont réussi à faire reculer le pouvoir dans les derniers mois, que ce soit à Hong Kong, en Équateur, au Chili, ou les gilets jaunes en France, ou bien de comprendre les luttes autochtones de défense des territoires au « Canada », pour faire un simple constat : il est essentiel d'avoir une capacité d'auto-défense si on veut forcer l'État et le capital à réellement céder du terrain.

Nous ne voulons pas trop répéter les critiques de XR qui ont déjà été bien exprimées ailleurs. De plus, XR présente ses apparitions locales comme étant autonomes, donc on aimerait donner à leurs structures au Québec le bénéfice du



• TOUS LES LOUENNEURS DE LA STATION = BONUS +4

CHAQUE DISTRIBUTEUR DE BILLETS MIS HORS-SERVICE = 6 POINTS

• TOUS LES DISTRIBUTEURS DE LA STATION S'IL Y EN A PLUS QU'UN = BONUS +2

n°3 L'HIVER EST LONG POUR LES PROMOTEURS DE CONDOS

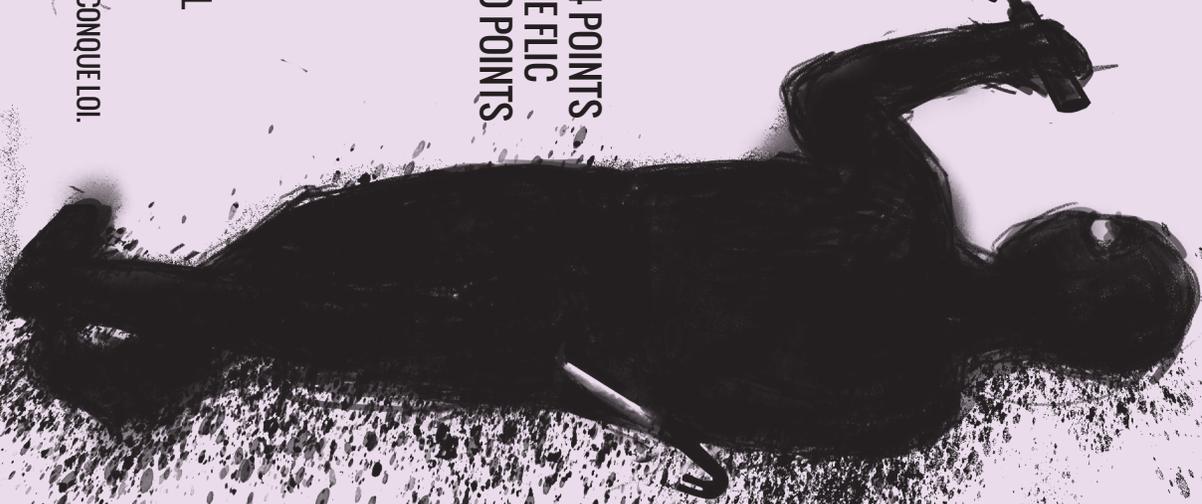
- COLLER LES SERRURES D'UN BUREAU DE VENTE DE CONDO (TOUTES LES PORTES) = 6 POINTS
- REDÉCORER L'EXTÉRIEUR (CANNETTES DE PEINTURE, GRAFS OU EXTINCTEUR) = 4 POINTS
- REDÉCORER L'INTÉRIEUR (À L'EXTINCTEUR) = 10 POINTS



BONUS

- REVENDIQUER SON ACTION AVEC UN MEME = 2 POINTS
- BRÛLER UN ARBRE DE NOËL EXPOSÉ SUR LA PLACE PUBLIQUE = 4 POINTS
- METTRE HORS-SERVICE UN CHAR DE FLIC PENDANT UNE TEMPÊTE DE NEIGE = 10 POINTS

ROB YUPPIES



*CECI N'EST PAS UN ENCOURAGEMENT À TROP SE VANTER DE SES ACTIONS NI À METTRE SA SÉCURITÉ EN PÉRIL OU CELLE DES COMPAGNONS.N.E.S.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ: CETTE AFFICHE EST PRODUITE UNIQUEMENT À TITRE INFORMATIF ET N'INCITE QUICONQUE À ENFREINDRE QUELCONQUE LOI.

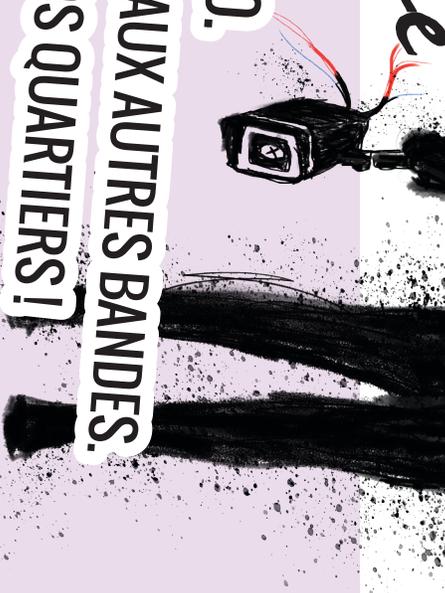
INVITATION AUX

JEU D'HIVER

de la révolte sociale

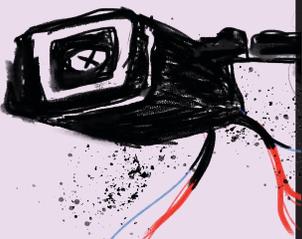


20 DÉCEMBRE 2019 - 15 MARS 2020.
LANCEZ LE DÉFI À VOS COMPAGNON.N.E.S, À VOS VOISIN.E.S, AUX AUTRES BANDES.
SABOTONS LE CONTRÔLE SOCIAL, DÉGÉNTRIFIONS NOS QUARTIERS !



TROIS TERRAINS DE JEU ATTENDENT LES ATHLÈTES

n°1 CAMOVER, LA REPRISSE



DÉTRUIRE LES CAMÉRAS DE SURVEILLANCE

- FAUSSE-CAMÉRA = 2 POINTS
- CAMÉRA FONCTIONNELLE = 6 POINTS
- SONNETTE INTELLIGENTE AVEC CAMÉRA (AMAZON RING / GOOGLE NEST) = 6 POINTS

n°2 PERSONNE NE PAIE

CHAQUE TOURNIQUET DE MÉTRO MIS HORS-SERVICE = 3 POINTS
TOUTS LES TOURNIQUETS DE LA STATION PONTS / A

doute et ne pas trop les juger à partir des actions des groupes dans d'autres pays, même si celles-ci semblent souvent être les conséquences logiques de l'idéologie fondatrice du groupe, à laquelle les différentes branches souscrivent.

Nous sommes aussi conscient.es que des lignes de fracture existent au sein de toute organisation politique de masse, donc cette intervention ne vise pas l'ensemble des individus du groupe. Au contraire, nous n'avons pas de doute que plusieurs de ces militant.es seront des camarades et des complices formidables qui nous apprendront beaucoup au cours des prochaines années de développement d'une lutte acharnée et diversifiée contre le monde qui détruit la planète.

En observant les débuts de XR à Montréal, par contre, nous entretenons quelques craintes vis-à-vis l'organisation locale.

En entrevue à TVA Nouvelles suite au blocage du Pont Jacques-Cartier, un porte-parole de XR Montréal défend les activistes ayant grimpé sur le pont contre l'accusation d'extrémisme en précisant que « c'est des gens comme vous et moi, qui ont été 100% non-violents,

ils n'ont pas résisté à la police, ils ont discuté raisonnablement. » On a des questions quant à ce qui est sous-entendu par « comme vous et moi » et quelles personnes ou classes de personnes échapperaient à cette désignation. Il faut aussi penser aux effets de ce genre de discours sur ceux et celles qui ne sont pas 100% non-violents, qui résistent à la police, qui ne voient pas l'avantage de discuter raisonnablement. Logiquement, ce serait ces gens-là les « extrémistes », et ils.elles mériteraient le traitement médiatique et judiciaire plus sévère appelé par ce terme.

Ce discours alimente la construction d'une division entre la bonne et la mauvaise militance, ce qui a tendance à augmenter la répression subie par ceux et celles qui prennent déjà les plus gros risques, qui cherchent une rupture totale avec l'ordre dévastateur du capital et de l'État, sabotant du même coup le tissage de liens entre les groupes et individus qui renforcerait la lutte.

On a aussi vu des efforts de conscientisation et quelques actions de style « sit-in », la dernière ayant eu lieu l'après-midi du 8 octobre suivant le blocage du pont en matinée. Le rassemblement de 250

personnes a été incapable d'atteindre le cible de l'action après que les lignes de l'escouade anti-émeute du SPVM n'ont pas cédé face à des cris de « nous sommes non-violents, s'il-vous-plaît, laissez-nous passer ! », suivis du slogan « Police, doucement, on fait ça pour vos enfants ». La scène mortifère en disait long sur les limites de la désobéissance « civile », celle-ci de fait enfermée dans une servilité éteignant toute réelle perspective de rébellion.

Nous serions ravi.es si des événements à venir nous contredisaient, mais nous croyons voir les mêmes dynamiques ayant suscité des critiques légitimes de XR ailleurs dans le monde s'installer dans leurs discours et leurs modes d'action à Montréal. Il ne s'agit pas d'écarter toute façon de faire qui diverge des nôtres, mais plutôt de nommer des échecs stratégiques et tactiques pour ce qu'ils sont, de refuser la désolidarisation à l'encontre des militant.es qui n'adoptent pas un pacifisme total, et de poser les bases d'une réelle intelligence collective de lutte. À l'heure de l'urgence climatique, on n'a pas le temps de se faire des illusions.

Déploiement de bannières à Alma

Deux bannières ont été déployées ce matin au centre-ville d'Alma près des locaux de Développement économique Canada pour les régions du Québec. On peut y lire : « Le développement industriel nous tue ! C'est pas une job qu'on veut, c'est une vie ! ». L'organisation gouvernementale qui a accordé dernièrement un financement de 2 millions \$ dans les secteurs de la métallurgie a été ciblé symboliquement. L'action, signée par le Comité des eaux vives, s'inscrit dans le mouvement de grève pour le climat et vise à dénoncer les projets industriels et extractifs en cours d'analyse dans la région.

Le comité anonyme dénonce les projets de Gazoduc qui traverserait les régions de l'Abitibi, de la Mauricie et du

Saguenay-Lac-Saint-Jean, du terminal de liquéfaction de Gaz naturel à Saguenay de GNL Québec, de la mine au Lac à Paul et du port en eaux profondes à Ste-Rose-du-Nord d'Arianne Phosphate ainsi que la mine et le transport par train de Métaux Black Rock entre Chibougamau et Saguenay. Selon l'un des instigateurs de l'action, « Ces projets sont une nuisance pour l'environnement et pour toutes les populations de la région. L'argument des jobs payantes ne vaut rien. Le prix à payer c'est la destruction des milieux de vie aquatique, de paysages époustouffants, d'écosystèmes fragiles et d'espèces vulnérables. Il faut qu'on arrête l'extraction des ressources naturelles au plus vite et qu'on comprenne que nous sommes dans une relation d'interdépen-

dance avec les écosystèmes qui nous entourent. Nous devons arrêter les rapports de domination sur notre environnement maintenant. »

Le comité lance un appel à l'action dans une diversité de tactiques pour mettre fin au massacre environnemental le plus rapidement possible ! « Nous devons nous mobiliser tout de suite contre tout nouveau développement industriel et investir le temps, l'énergie et l'argent nécessaire pour développer des initiatives locales durables qui ne se font pas au détriment des autres espèces de la flore et de la faune. »

Pour terminer, le comité des eaux vives annonce que d'autres actions ciblées sont en cours de préparation.

– *Le Arlequin plongeur.*

Un compte-rendu de la grève du climat à Montréal

“La lutte contre les changements climatiques doit déborder de son lit. Elle doit aussi combattre le système de frontières qui valorise certaines vies plus que d’autres. Elle doit renverser le capitalisme qui cherche toujours à produire plus.”

– Appel au contingent anticapitaliste et antiraciste

*“L’air, la terre et les rivières
Ont besoin de révolutionnaires”*
– Slogan entendu en manif

“Manif zéro-déchet : police dehors!”
– Slogan entendu en manif

Le vendredi 27 septembre à Montréal, entre 300 000 et 500 000 personnes étaient présentes à la marche pour le climat, des anarchistes et d’autres radicaux ont décidé d’y participer aussi. Au milieu d’un citoyennisme de masse et son défilé discipliné du Mont Royal au Vieux Port, il était difficile de faire changer le ton vers un affrontement réel avec les systèmes du pouvoir et les institutions qui rendent la planète inhabitable. Néanmoins, des milliers de copies de Vers un mouvement écologique révolutionnaire et de Climat de révolte ont été distribués, les deux argumentaient contre le réformisme, et le dernier donnait un lien vers une cartographie des points faibles de l’économie extractiviste canadienne. Puis, dans le contingent antiraciste et anticapitaliste, il y a eu des lueurs d’espoir d’une lutte pour le climat qui ne se contente pas de demander une solution imposée par le gouvernement, mais qui s’oppose aux opérations coloniales, capitalistes, et de suprématie blanche, des quelles dépendent l’écocide.

Plusieurs centaines de personnes ont répondu à l’appel pour un contingent antiraciste et anticapitaliste qui invitait les gens à se masquer et à étendre la lutte vers des perspectives libertaires. On a aussi entendu dire que beaucoup de gens qui essayaient de rejoindre le contingent

n’y parvenaient pas, en raison de la grandeur et la densité de la foule. Tôt dans la journée, il était très difficile de se déplacer dans la foule dense, en particulier pour un groupe ou des gens tenant une bannière. Sachant qu’on était entouré de centaines de milliers de personnes, le sentiment semblait plus apocalyptique que libérateur. Après une heure interminable à attendre que la manif parte, le contingent a décidé de se séparer vers l’est sur l’avenue des Pins. Près de mille personnes ont décidé de se joindre à cette rupture (les flics ont averti les manifestants de ne pas se joindre aux antifas).

D’un pas plus déterminé, avec des drapeaux noirs, des fumigènes verts, et de la musique, des bannières et des slogans de qualité, nous avons l’impression de pouvoir respirer à nouveau. Les gens se sont mis à arracher des pancartes électorales avec joie, et une banque TD a reçu des bombes de peinture verte. Au même moment, dans la manif principale, un individu courageux a lancé un oeuf au premier ministre Justin Trudeau, qui s’est fait huer durant tout son absurde photo-op #marchepourleclimat protégé par des tas de flics. Environ vingt minutes plus tard, des autobus d’anti-émeutes sont apparus derrière nous, en gardant leur distance, alors que nous rejoignions la manif principale au coin de Ste-Catherine et St-Laurent.

En marchant vers le sud sur St-Laurent, des graffitis “fuck le capitalisme” et “Miguel Peralta libertad”, appelant à la liberté pour l’anarchiste autochtone prisonnier de l’état mexicain, ont embelli les murs. Sur le boulevard René-Lévesque, le contingent a pris le côté gauche de la rue alors que le reste de la manif se tenait à droite, séparés par une haute clôture au milieu. D’autres bombes de peinture ont frappé une banque HSBC. Peu de temps après, des gens les ont aussi utilisés pour redécorer les bureaux d’Immigration et Citoyenneté Canada, qui ont aussi été couverts de graffitis “migrant.es bienve-

nus”, “fuck CBSA”, et “queer and trans resistance” en or. Un communiqué publié le jour suivant a expliqué les liens entre les changements climatiques et le régime frontalier. Le contingent encourageait ces actions alors que ceux et celles de l’autre côté de la rue semblaient soit curieux ou s’en foutaient. On se demande ce qu’il serait arrivé si une attaque comme celle-ci en pleine journée se serait intensifiée.

Au lieu de s’attarder autour de la fin de manif sur Robert-Bourassa pour écouter des heures de discours, le contingent a divergé vers l’est vers le Square Victoria. Là, nous avons trouvé des gens en train d’occuper l’espace autour de la statue de la Reine Victoria avec plein de bouffe à donner gratuitement, une bannière lisant “Zone d’autonomie temporaire” drapée sur la statue, et des barrières de contrôle de foule détournées pour bloquer la rue traversant le square. C’était magnifique de pouvoir s’étendre dans le gazon après tant d’heures sur nos pieds, un écart apprécié avec nos expériences de fin de manif plus habituelles. Au cours de l’après-midi, la statue a été vandalisée un graffiti à la fois, les gens ont dansé autour d’un système de son, et une structure en bois a été construite dans la rue. Il y avait beaucoup de flics qui nous observaient, mais il n’a jamais paru probable qu’ils attaqueraient le rassemblement festif, étant donné qu’on était à un coin de rue d’où des dizaines de milliers de gens de la manif principale se rassemblaient toujours, et que notre impact perturbateur n’était forcément rien comparé à celui de la manif monstre.

Une manif de soir anticapitaliste avait été appelée pour 18h30 à Square Victoria. L’incendie de la structure en bois au milieu de la rue voulait donner le ton. Malheureusement, l’ambiance générale n’était pas forte. Les centaines de flics mobilisés pour la manif principale avaient pu se concentrer sur le square pendant des heures, attendant 18h30 quand ils s’attendaient à ce que la majorité de la foule soit parti. De plus, les gens se masquaient de manière inefficace, souvent

avec des bandanas, ceux-ci souvent retirés autour du cou. Des pratiques de masquage laissant à désirer multiplient les risques quand les flics ont eu des heures pour établir la surveillance d'un point de rassemblement immobile. Ça affaiblit notre capacité d'agir et d'agir pendant de longues périodes dans la rue. La manif a duré trois minutes, un beau feu d'artifice et quelques roches ont atteint un groupe de flics à vélos, l'anti-émeute a fermé une station de métro en tirant du poivre de

cayenne près du système de ventilation, et deux personnes ont été arrêtées.

Les questions d'où, quand et comment participer et intervenir dans les mobilisations de grève pour le climat méritent encore de la réflexion et de l'expérimentation. Toutefois, le 27 a démontré que les initiatives anticapitalistes et antiautoritaires pendant une grosse manif, à l'intérieur de celle-ci et en marges, ont quand même le potentiel de donner de nouvelles dimensions à la lutte. La possi-

bilité de diverger et de rejoindre la manif principale de façon imprévisible brouille les calculs policiers relatifs à une attaque sur la manif. Un gros contingent clairement démarqué permet une séparation d'espace entre les tactiques combatives et les manifestant.es cherchant à participer avec moins de risque. Et l'immense nombre de gens dans la rue veut dire que plusieurs se font exposé.es directement à d'autres moyens de lutter au lieu de par le biais des images déformées médiatiques.

Stantec et le complexe Guy-Favreau ciblés durant la marche pour le climat: Voici pourquoi le mouvement pour le climat devrait combattre le régime frontalier

Le Canada contribue de façon majeure à la crise climatique, jouant un rôle actif en chassant des populations de leurs foyers à travers le monde. Le Canada héberge plus de 70% des industries minières du monde, industries qui sèment la dévastation environnementale et économique à l'échelle mondiale. Le pays est responsable de plus d'émissions de gaz à effet de serre que tout autre pays du G20, contribuant ainsi à la multiplication du nombre de réfugié.es climatiques. À l'intérieur de ses frontières, le gouvernement fédéral continue d'approuver projet de pipeline par-dessus projet de pipeline, malgré la résistance constante des communautés autochtones.

Alors que la crise climatique ne fait qu'empirer, favorisée par les forces extractivistes du capitalisme et du colonialisme, la crise migratoire empire de façon accélérée elle aussi. En réponse à cela, le Canada ne fait que renforcer l'imperméabilité de ses frontières, tentant d'empêcher celles et ceux qu'il a lui-même déplacé.es de trouver refuge.

Ce développement des infrastructures frontalières ne se limite pas à la frontière elle-même. Depuis deux décennies, la détention de personnes migrantes est l'une des formes d'incarcération ayant la croissance la plus rapide au Canada. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) entretient trois prisons uniquement pour migrant.es et loue des

espaces servant à leur détention à travers le pays. En 2016, le gouvernement a investi 138 millions de dollars supplémentaires afin de renforcer et de développer ce système, menant à la construction de deux nouvelles prisons pour personnes migrantes (dont l'une se trouve à Laval, QC) ainsi que de nouveaux systèmes de surveillance et de contrôle comme les bracelets de cheville obligatoires et les analyses biométriques vocales pour les migrant.es.

Tandis que le Canada répond à la crise climatique en fortifiant ses frontières, celles et ceux qui défendent les politiques suprémacistes blanches derrière cette décision continuent d'envahir l'espace public. Au Québec, nous avons vu l'importante couverture médiatique accordée aux groupes islamophobes comme La Meute, le succès de la campagne électorale anti-immigration de la CAQ, ainsi que les conséquences violentes de l'adoption de sa loi 21. Alors que la mascarade que sont les élections fédérales commence, nous avons déjà pu voir la place de plus en plus importante prise par le nationalisme blanc, alors que les politicien.nes sèment la peur et la haine des migrant.es qui traversent la frontière à Roxham Road.

Les frontières comme les prisons ont été imposées sur ces territoires par le colonialisme et sont des systèmes fondamentalement axés sur la domination et

le contrôle. Tandis que le Canada continue d'investir des milliards dans l'extractivisme, celles et ceux qui subissent le poids de la crise sont encore et toujours les communautés autochtones. Que ce soient les pipelines installées de force sur des territoires autochtones, les entreprises minières ou forestières opérant sur ces territoires sans le consentement des communautés concernées, ou encore la dévastation environnementale créée par la construction de raffineries près des réserves, les communautés autochtones sont constamment en première ligne, souffrant des effets néfastes de l'extractivisme tout en menant la résistance contre celui-ci.

Voici pourquoi Stantec et le complexe Guy-Favreau ont été pris pour cible par des participant.es de la marche pour le climat. Les bâtiments ont reçu des bombes de peinture vertes et "Bienvenue aux migrants" a été écrit sur les façades. Au complexe Guy-Favreau, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada tient des séances pour déterminer les conditions et périodes de détention des migrant.es, ce qui résulte souvent par une prolongation de leur emprisonnement. Stantec est une firme de génie-conseil qui travaille sur le projet de la nouvelle prison pour migrant.es à Laval.

Cette nouvelle prison fait partie de la fausse solution du Canada face à la

menace posée par les changements climatiques, une tentative d'intensifier encore d'avantage le développement de ses infrastructures frontalières en gardant hors de celles-ci celles et ceux que le pays continue de chasser de leurs maisons. La réelle menace contre la Terre et les personnes qui l'habitent sont le capitalisme, la destruction de l'environnement et les

politicien.nes qui, inévitablement, continuent de défendre ces systèmes tout en rejetant la faute sur les populations qu'ils et elles déplacent.

Nous croyons qu'il est nécessaire de pousser beaucoup plus loin que de simples demandes aux politicien.nes, et d'aller vers une remise en question du rôle joué par le Canada au sein de

la crise mondiale. Nous espérons que la lutte pour le climat pourra élargir ses tactiques, approfondir ses analyses et continuer de créer des liens avec d'autres luttes actuelles contre le suprémacisme blanc, le colonialisme de peuplement, et l'impérialisme de frontières.

Insécurité nationale : Visites à domicile de la GRC à Montréal

Problèmes en vue pour l'État canadien, dans ses QG de police et ses coulisses technocratiques, en ce qui concerne son régime colonial et raciste de frontières et de prisons. Avec leur réseau de postes frontaliers, de patrouilles, de technologies de surveillance, de centres de détention, de tribunaux, de soi-disant alternatives à la détention et d'escouades d'expulsion, les dirigeants de ce pays comptent bien consolider l'autorité nécessaire pour déterminer qui peut vivre ou non sur le territoire qu'ils gouvernent frauduleusement, décider de qui peut trouver un logement, envoyer ses enfants à l'école, accéder aux soins médicaux et vivre au quotidien sans crainte. Ils sont soutenus dans ce projet par les médias de masse toujours prêts à faire un drame des passages de frontières irréguliers, en renforçant des mythes qui présentent le Canada comme un pays amical et accueillant, dissimulant une réalité meurtrière et cruelle – et bien sûr aussi par l'extrême droite, qui a pour tâche essentielle de canaliser la colère des pauvres et des travailleurs.se.s vers leurs semblables, victimes tout comme eux du système économique mondial à l'origine de leur sentiment d'impuissance.

Pourtant, ce réseau de domination est loin d'être impénétrable. La frontière terrestre du Canada avec les États-Unis est trop vaste pour être complètement contrôlée ; les points de passage clandestins abondent. De même, il n'est pas impossible de dépasser la durée de validité d'un visa et de se tenir à l'écart des activités de l'ASFC. Partout au pays, les mi-

grant.e.s organisent des réseaux de solidarité pour que personne n'ait à faire face aux défis sérieux que sont l'accès aux services sans statut et le fait d'être confronté, seul, à un système d'immigration raciste.

Cette année, une liste des noms des agents de l'ASFC a été publiée, encourageant les gens à les tenir responsables de leurs effets destructeurs sur nos communautés et nos camarades. Et au cours des deux dernières années, en réponse aux efforts du gouvernement pour construire de nouvelles prisons pour migrant.e.s, les entrepreneurs de la région de Montréal ayant accepté de travailler à la construction de celle qui doit ouvrir ses portes à Laval en 2021 ont fait face à des manifestations et à une série d'attaques, à commencer par le déversement de crickets dans la firme d'architecture Lemay au printemps 2018. En juillet dernier, la BMW d'un vice-président de Lemay a été incendiée à l'extérieur de son domicile. Dans la nuit du 26 octobre, l'entrepreneur général de la prison, Tisseur, semble avoir perdu un camion en raison d'un incendie criminel ciblé. Plus récemment, ce mois-ci, les véhicules stationnés au siège social du sous-traitant DPL se sont fait crever les pneus.

De telles actions ont un impact à la fois matériel et psychologique ; comme l'a dit le président de la société d'excavation Loiselle aux médias après le vandalisme de son siège social : « Je ne veux pas de trouble avec ces gens-là ». Si ces attaques se poursuivent et se propagent, l'État pourrait rapidement avoir du mal à maintenir et à étendre l'application des fron-

tières, l'immigration et la citoyenneté.

Il n'est pas surprenant que les services de police, dont quatre au moins dans la région de Montréal se retrouvent dans leur juridiction territoriale (SPVM, SPL (Laval), SPAL (Longueuil) et SQ) avec des événements non résolus liés à la prison des migrant.e.s, unissent leurs forces pour partager leurs ressources et coordonner une enquête plus intensive. D'ailleurs, un article paru dans La Presse en juillet dernier a révélé qu'une telle action était en cours de préparation.

Dans la semaine du 28 octobre, on a pu voir les premiers signes évidents de cette escalade des ressources répressives : un petit nombre de militant.e.s de longue date ont en effet reçu des visites à domicile et des appels téléphoniques d'agents de la GRC sur l'île de Montréal. Les agents font partie d'une EISN (Équipe intégrée de la sécurité nationale), une unité qui a coordonné la sécurité de sommets comme le G7 et enquêté sur d'autres cas de ce qu'ils appellent de « l'extrémisme violent ». Chaque EISN est composée d'agents de la GRC, d'agents du SCRS et de membres des services de police locaux, ainsi que de membres de l'ASFC et de Citoyenneté et Immigration Canada.

Les agents qui ont effectué ces visites en octobre n'avaient pas de mandat, et ils ont dit qu'ils voulaient discuter du militantisme pour la justice migrante ainsi que des mouvements anti-gentrification, en relation avec des actes criminels en cours d'enquêtes. Les personnes visitées n'ont pas laissé entrer les flics et ne leur ont pas parlé.

Nous considérons qu'il est important de partager ces événements publiquement afin que nos camarades puissent prendre des précautions appropriées, reconnaître les méthodes utilisées et éviter la diffusion de fausses informations. Quiconque est contacté par la GRC, d'autres services de police ou le SCRS d'une façon semblable ou dans le cadre de cette enquête est fortement encouragé à en informer ses camarades dès que possible.

Dans le cadre d'enquêtes antérieures, l'EISN de Montréal a eu recours à différentes tactiques : écoutes téléphoniques, filatures de suspects, entrées dans des maisons et des bureaux à l'insu des suspects, ainsi qu'à des infiltrations et des informateurs payés. Même en combinant ces méthodes à d'autres depuis plusieurs années, l'EISN a été incapable de porter des accusations dans le passé. Collectivement, notre pouvoir face à ce type d'enquête est clair : on n'insistera jamais assez sur la valeur du silence et de la non-coopération absolue avec la police. Il n'y a rien à gagner à laisser entrer des agents chez vous ou à leur dire quoi que ce soit. Sans mandat valide, la police n'a pas le droit d'entrer dans votre domicile ou votre bureau (voir « Surprise ! On a des droits ?! » du COBP). Communiquez avec un avocat de confiance si vous n'êtes pas certain de vos droits dans une situation donnée.

De plus, nous bénéficions d'une réflexion continue sur nos pratiques en matière de sécurité. Efforçons-nous de bâtir une culture aussi sécuritaire que possible pour nous et nos camarades qui nous permette aussi de combattre avec

conviction et d'accroître notre capacité. ASSURANCE, COURAGE, LIEN, CONFIANCE : UNE PROPOSITION DE CULTURE DE SÉCURITÉ a beaucoup à offrir à la fois comme introduction au sujet et comme incitation à réévaluer et à affiner nos pratiques.

En mettant en lumière d'autres luttes auxquelles les anarchistes ont contribué, notamment l'anti-gentrification, et en brandissant le spectre du « terrorisme », même s'il ne s'agit que de simples enquêtes sur des incendies criminels et des vitres brisées, la GRC montre qu'elle ne cherche pas seulement à résoudre des crimes précis, mais bien qu'elle veut perturber la capacité de nos mouvements à contester les fondations racistes et colonialistes de l'État canadien et les impératifs capitalistes qui le gouvernement partout. Avec ou sans poursuites judiciaires, ils veulent criminaliser les idées qui les menacent. Ils veulent que nous ayons peur de prendre les risques nécessaires pour construire quelque chose de différent. Ils veulent briser la solidarité entre celles et ceux qui parlent publiquement et celles et ceux qui agissent clandestinement, afin que l'organisation publique se limite aux canaux de protestation approuvés, et que les interventions anonymes soient dénoncées et isolées. Il est important de noter qu'ils nous montrent également que nos mouvements menacent effectivement leur capacité à remplir leurs fonctions, ce qui prouve bien que ce n'est pas le moment de se retirer.

Nous savons que la simple menace de la répression peut être efficace pour perturber les mouvements. Bien que les informations sur cette enquête et les tac-

tiques de l'EISN soient préoccupantes, nous ne voyons aucune raison d'être paranoïaque ni de paniquer. C'est simple : si les policiers ont des questions, cela montre qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent et qu'ils manquent d'informations. La lutte se poursuit, et c'est grâce à la participation continue et croissante d'une grande variété de groupes et d'individus dédiés à assurer leur sécurité mutuelle, à partager informations et ressources, et à refuser que l'État sème la division entre nous que nous serons toutes et tous les plus redoutables opposant.e.s à la police et au régime frontalier.

Lorsqu'on est pris pour cible par les forces de répression, il peut être tentant de faire appel à des discours enracinés dans la légalité, de dénoncer les soi-disant excès de l'État ou de réclamer la protection des « libertés civiles ». Mais nos mouvements seront plus forts à long terme en admettant que, si nous voulons voir leur monde de confinement et de contrôle disparaître dans les flammes, il est inévitable qu'ils tenteront de nous arrêter par tous les moyens à leur disposition. Une fois libéré.e.s du mythe de l'opinion publique, il deviendra clair que nous n'avons rien à gagner de nous faire passer pour des victimes. Il s'agira simplement de pratiquer une solidarité inébranlable et de priver l'État du pouvoir qu'il recherche.

En cas de raids ou d'arrestations en lien avec l'enquête de l'EISN/GRC, nous appelons à une offensive de solidarité à Montréal et ailleurs, contre les infrastructures frontalières, ou toutes autres cibles pertinentes dans votre région.

LIEUX AUTONOMES ET ANARCHISTES À MONTRÉAL

Visitez RESISTANCEMONTREAL.ORG pour voir un calendrier d'événements radicaux à Montréal ainsi qu'une liste de groupes, d'espaces et de nouvelles anarchistes.

L'Achoppe

Lieu d'événements à Hochelaga.
1800 Létourneux, Hochelag'

La librairie Racines

Le mandat premier de la librairie Racines est de mettre de l'avant les histoires, les cultures et les conditions de vies des personnes racisé.e.s.

4689 Henri-Bourassa Est, Montréal-Nord.
FB:Racinesmontreal

Le DIRA / L'Insoumise

Le DIRA (documentation, information et références anarchistes) est une bibliothèque anarchiste et espace de rencontre au centre-ville. L'Insoumise est une librairie anarchiste.

2035 St-Laurent, 3e étage, près du métro St-Laurent.